

L'idéal laïque, en France, à l'épreuve de l'affaire Francisco Ferrer

Autor(en): **Mole, Frédéric**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **26 (2010)**

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520382>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

**L'IDÉAL LAÏQUE, EN FRANCE,
À L'ÉPREUVE DE L'AFFAIRE FRANCISCO FERRER
FRÉDÉRIC MOLE**

La parodie de procès puis l'exécution, le 13 octobre 1909, de Francisco Ferrer ont suscité un immense mouvement de protestation en Europe, en particulier en France. Ce grand moment d'indignation politique est connu. Nous voulons ici montrer comment l'«affaire Ferrer» contribue à exacerber les tensions politiques et à accentuer le clivage des positions partisans sur la question laïque en France.

Un paradoxe détermine le point de départ de cette réflexion : l'homme qui est ardemment défendu, puis honoré à sa mort, par l'Europe progressiste et démocrate comme le symbole, puis le martyr, de l'éducation laïque est celui qui dénonçait vigoureusement les institutions scolaires d'État – même soustraites à l'autorité de l'Église – comme des entreprises d'assujettissement similaires à celles des écoles cléricales. Comment comprendre cet apparent paradoxe ?

Précisons le contexte discursif et critique de l'événement. En avril 1908, un an et demi avant son exécution, Ferrer se manifeste avec force dans le monde éditorial de langue française en fondant à Bruxelles *L'École rénovée, revue d'élaboration d'un plan d'éducation moderne*, organe de la Ligue internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance créée quelques mois plus tôt. La revue est publiée à Paris à partir de 1909. Dans un article inaugural résumant ses conceptions de l'émancipation par l'éducation, le pédagogue libertaire livre une analyse sans concession de l'œuvre scolaire des États républicains et en particulier – même s'il ne la mentionne pas explicitement – de la III^e République française. Parce qu'ils savent que «leur puissance est basée presque en totalité sur l'école», les gouvernements républicains – comme tous les gouvernements conservateurs cléricaux – veillent à «garder la haute main sur l'éducation du peuple»¹. Même si c'est par d'autres voix idéologiques et à d'autres fins politiques, l'école laïque française poursuit une œuvre d'asservissement analogue à celle de n'importe quelle école cléricale. La laïcisation de l'enseignement accomplie par la bourgeoisie républicaine n'incarne pas le principe d'émancipation laïque et ne saurait être regardée comme une conquête sociale.

Pour Ferrer, l'idéal laïque implique un projet politique qui, loin de se réduire à une séparation des autorités politiques et religieuses, vise l'émancipation

1. Francisco Ferrer, «La Rénovation de l'École», *L'École rénovée*, 15 avril 1908, n° 1, p. 6.

sociale des individus et des peuples. Alors que la laïcisation républicaine se referme sur la seule préservation des institutions de la III^e République, l'idéal laïque a selon lui pour horizon d'attente une société qui aurait dépassé toutes ses contradictions sociales. Remarquons que s'ils s'accordent avec lui sur la visée sociale ultime du processus d'émancipation laïque, les instituteurs syndicalistes français – dont certains des principaux écrivent dans *L'École rénouvée* – développent pour leur part, concernant la fonction historique de l'école républicaine et les réformes dont elle pourrait faire l'objet, des positions plus nuancées et plus optimistes².

Du côté républicain, malgré la défiance affichée par Ferrer à l'égard des conditions socio-historiques du combat laïque français, on estime que c'est la laïcité qui est visée à travers les accusations qui sont portées contre lui. Du côté du cléricalisme, on est tenté d'interpréter la situation française à la lumière du péril «Ferrer», et on y trouve l'occasion d'élaborer de nouvelles attaques. L'affaire Ferrer, en exacerbant ces tensions, révèle les enjeux politiques les plus profonds de la société française. Des deux côtés, on invoque l'Affaire Dreyfus. Le 13 octobre 1909, au matin de l'exécution, Jaurès explique que, dans le cas de Dreyfus, l'Église catholique avait «révolté les consciences» en «couvrant de son autorité un crime judiciaire», et qu'elle «commet aujourd'hui la même faute dans le procès Ferrer»³. Quant au journal catholique *La Croix*, il explique au lendemain de l'exécution que l'Église est «entièrement étrangère» à l'affaire Ferrer et que la campagne qu'elle subit «est essentiellement un incident de la guerre faite surtout depuis l'affaire Dreyfus, dans toute l'Europe, par la Maçonnerie internationale à la religion catholique»⁴.

Il faut rappeler que le procès de Ferrer survient en pleine période de réactivation de la guerre scolaire en France. Des associations de pères de famille catholiques, partiellement instrumentalisées par le clergé, affirment que l'enseignement laïque, tel qu'il est donné dans les écoles publiques, porte atteinte au patriotisme, à la religion et par conséquent au principe de neutralité proclamé par la République. La lettre des évêques de septembre 1909 marque une nette accentuation de la réaction cléricale. Condamnant «l'école laïque immorale», les évêques accusent les instituteurs républicains d'un grand nombre d'écoles d'«outrager la foi de leurs élèves» et de commettre, «par mille

2. Voir notre article (à paraître): «L'École rénouvée (1908-1909): unité et disparité d'une revue pédagogique révolutionnaire», *Carrefour de l'éducation*, Amiens. La revue est disponible sous forme électronique au CIRA, Lausanne.

3. Jean Jaurès, «Nouvelle faute», *L'Humanité*, 13 octobre 1909, p. 1.

4. J.-J. C., «L'affaire Ferrer et l'Église», *La Croix*, 15 octobre 1909, p. 1-2.

[...] industries que leur impiété leur suggère», un «inqualifiable abus de confiance»⁵. Avec une grande fermeté, le clergé soutient l'idée d'un contrôle exercé sur les manuels des écoles publiques et décide même d'interdire l'usage de certains d'entre eux aux familles chrétiennes⁶.

L'une des attaques les plus virulentes de la lettre des évêques paraît indirectement faire écho au contexte du procès Ferrer. Elle porte en effet sur la coéducation des sexes – la mixité, dira-t-on plus tard – dont Ferrer est l'un des grands défenseurs : la coéducation est condamnée comme «un système d'éducation contraire à la morale et tout à fait indigne d'un peuple civilisé». Dénoncer la coéducation en septembre 1909 et accuser les instituteurs de la mettre en pratique – alors que le régime scolaire de séparation des filles et des garçons est en vigueur – c'est vouloir souligner la proximité idéologique entre les instituteurs syndicalistes et Ferrer. Les syndicalistes avaient en effet réussi, en 1905, à amener le congrès des amicales d'instituteurs à voter des résolutions en faveur de la coéducation⁷; en 1908, ils s'associent à Ferrer pour fonder *L'École renouvelée*. Pour les évêques, ces alliances sont révélatrices de la nature même de l'enseignement laïque et c'est ce qu'ils entendent montrer. On peut donc dire, d'une part, que le clergé français se nourrit du contexte de la mise en accusation de Ferrer pour durcir son offensive anti-laïque; et d'autre part, qu'il participe au développement des conditions idéologiques internationales qui rendent possible ce passage à l'acte qu'est l'exécution de Ferrer.

L'affaire Ferrer produit un puissant effet d'accentuation de la polarisation politique française. Plus les républicains affirment leur soutien à l'anarchiste Ferrer, plus ce soutien est utilisé et retourné contre eux à travers la dénonciation, par le cléricalisme le plus virulent, de cette alliance entre république et anarchie. Si l'on veut saisir l'effet de la lettre des évêques sur la droite catholique extrême, il faut chercher du côté de la *Libre Parole*, le journal antisémite d'Édouard Drumont. La reconnaissance républicaine de l'anarchiste espagnol suscite d'abord les sarcasmes de cette droite catholique : «Ferrer est un des grands

5. La Lettre pastorale des cardinaux, archevêques et évêques de France paraît notamment dans *La Croix* le 28 septembre 1909, p. 1.

6. Sur cette question, voir Jean-Paul Martin, *La Ligue de l'enseignement et la République des origines à 1914*, thèse pour le doctorat de l'Institut d'Études politiques de Paris (J.-M. Mayeur, dir.), Paris : IEP, 1992, chap. VIII, en particulier p. 607-722; et notre article «L'école laïque comme une «maison de verre» : la réponse de Ferdinand Buisson aux parents catholiques et aux instituteurs syndicalistes (1905-1911)», in *Le particulier, le commun, l'universel* (Jacqueline Gautherin et Françoise Lantheaume, coord.), Rennes : PUR, à paraître.

7. Voir notre article : «1905 : la "coéducation des sexes" en débats», *Clio (Histoire, Femmes et Sociétés)*, 2003, n° 18 : «Mixité et coéducation» (Françoise Thébaud & Michelle Zancarini-Fournel, coord.), p. 43-63.

instituteurs de notre temps ! Ferrer, ont répété les Anatole France et les Buisson, est le fondateur de l'école en Espagne [...] Ferrer est sacré ! »⁸ Mais il importe surtout à *La Libre Parole* de se servir du soutien des républicains français au pédagogue catalan pour associer, par amalgame, les instituteurs laïques au criminel Ferrer, et de prétendre ainsi révéler la vraie nature – criminelle – de l'enseignement laïque :

Cet enseignement de Ferrer, dont les principes et les formules sont en ce moment jugés dignes, et à juste titre, de figurer, comme chefs d'accusation, dans un dossier criminel, est identiquement le même, d'abord, que l'enseignement donné chez nous, au nom de l'État, dans un très grand nombre de nos écoles officielles. C'est, à très peu de chose près, l'enseignement dénoncé dans la Lettre des Évêques, et contenu dans les ouvrages scolaires condamnés par eux.

L'enjeu de la lettre épiscopale et sa réception dans certains milieux catholiques sont ici mis en lumière. La dénonciation des périls supposés de l'idéal laïque dans l'enseignement français est reliée à celle de l'œuvre scolaire de Ferrer. Précisons pourtant que les auteurs de la plupart des manuels scolaires interdits par les évêques sont des républicains modérés, comme Jules Payot ou Émile Devinat. En tendant à montrer que le laïcisme libertaire d'un Ferrer explicite la signification de l'enseignement républicain et en préfigure la destination ultime, le manifeste des évêques est marqué, en ce mois de septembre 1909, par le contexte brûlant du procès. Mais on peut dire également que ce manifeste contribue lui-même à la dramatisation du contexte qui va rendre possible une condamnation à mort.

À peine moins violemment que ne le fait *La Libre Parole*, le quotidien catholique *La Croix* condamne Ferrer. Le 15 octobre, après avoir indiqué que, parmi les pétitionnaires soutenant Ferrer, «juifs, protestants et francs-maçons dominant», le journal catholique explique que les hommes de l'insurrection de Barcelone, qui «prétendaient châtier les oppresseurs du peuple», «appliquaient les doctrines inscrites dans les livres de Ferrer et propagées dans les pernicieuses écoles qu'il avait fondées et que le gouvernement espagnol a bien fait de fermer». *La Croix* fait de l'exécution de Ferrer un enjeu politique majeur :

L'Espagne commence par sévir contre ces mauvais bergers. Elle fait bien. On ne gouverne qu'en prévoyant, et réprimer, c'est prévoir. Son jeune souverain⁹ donne un noble témoignage du souci qu'il a de la santé morale de son peuple, en même temps qu'il accomplit un bel acte de courage, s'il est persuadé de la réalité du crime, malgré

8. Maurice Talmeyr, «Le Devoir d'un Souverain», *La Libre Parole*, 10 octobre 1909, p. 1.

9. Alphonse XIII.

les menaces qui lui sont faites de toutes parts et les représailles qu'annoncent les ennemis de l'ordre et de la religion¹⁰.

Dans le même temps où elle exacerbe le ressentiment anti-laïque, l'affaire Ferrer ravive parallèlement l'unité des républicains, radicaux-socialistes, socialistes et syndicalistes. «Les instituteurs se souviendront qu'ils ont une raison particulière de s'intéresser à Ferrer. Ce qu'on poursuit en lui, c'est l'instituteur laïque. Celui qu'on veut tuer c'est le fondateur de cent écoles rationalistes en Catalogne. Voilà son seul crime», explique Marcel Sembat, dans la très socialiste *Revue de l'enseignement primaire*¹¹. C'est «l'apôtre de la pensée laïque» que l'Église et la monarchie ont assassiné, et «jamais au grand jamais le monde civilisé ne s'était uni dans un même sentiment d'horreur et de fureur», écrit le chroniqueur de la revue le 24 octobre¹². Le 13 octobre, au matin de sa mort, *L'Humanité* déclare la «conscience universelle soulevée» devant l'imminence de l'exécution. «Le crime et la condamnation ne s'expliquent que par la haine du cléricalisme espagnol contre l'organisation de l'enseignement rationaliste», écrit Jaurès¹³. Dans la consternation qui suit l'exécution, au lendemain des premières grandes manifestations, Jaurès veut montrer l'enjeu historique de l'événement :

L'Église a réveillé dans des millions de consciences les appréhensions et les colères qui s'assoupissaient. La lutte pour la laïcité, pour la pensée libre, va se ranimer partout, irritée et ardente. L'acharnement des moines contre Ferrer et l'école laïque est un avertissement à certains révolutionnaires qui affectaient de dédaigner l'effort de laïcité de la nation française¹⁴.

Il faut remarquer que ce rappel au devoir de défense laïque adressé aux socialistes révolutionnaires – aux guesdistes notamment, longtemps méfiants à l'égard d'un combat laïque dont l'anticléricalisme pouvait tendre, selon eux, à détourner la classe ouvrière de la lutte économique –, aurait pu concerner Ferrer lui-même. La prédiction de Jaurès se trouve confirmée dans les semaines suivantes : on assiste à diverses manifestations de «défense de la laïque», par exemple à l'initiative de *La Guerre sociale* de Gustave Hervé. Une part de l'extrême gauche traditionnellement réticente se rallie à la laïque¹⁵.

10. J.-J. C., «L'affaire Ferrer et l'Église», *La Croix*, 15 octobre 1909, p. 1-2.

11. Marcel Sembat, «Ferrer», *Revue de l'enseignement primaire*, 18 octobre 1909, p. 21-22.

12. Le Spectateur, «La conscience universelle» (rubrique «Les événements de la semaine»), *Revue de l'enseignement primaire*, 24 octobre 1909, p. 30.

13. Jean Jaurès, «Nouvelle faute», *L'Humanité*, 13 octobre 1909, p. 1.

14. Jean Jaurès, «Le mauvais coup», *L'Humanité*, 14 octobre 1909, p. 1.

15. Sur cette question, voir Mona Ozouf, «La presse ouvrière et l'école laïque en 1908 et 1909», *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1963, n° 44, p. 23-45 (repris dans *L'École de la France : essais sur la Révolution, l'utopie et l'enseignement*, Paris : Gallimard, 1984, p. 161-184).

En dépit des réserves qu'ils peuvent parfois nourrir au sujet de la pédagogie anarchiste, la plupart des acteurs de l'école républicaine sont conscients que se joue autour de ce procès un rapport de forces idéologique qui exige de prendre position en faveur de Ferrer. Même pour les républicains les plus modérés, défendre Ferrer c'est défendre l'école laïque. Prendre parti en faveur d'un anarchiste – auquel, en un autre contexte, on pourrait s'opposer –, honorer son œuvre et sa mémoire, cette attitude ne relève pas d'un simple compromis stratégique : elle traduit un impératif de la conscience face aux menaces d'un renouveau clérical. Certains des hommages rendus à Ferrer témoignent de ce mouvement de ralliement. Par exemple, celui de *L'École nouvelle*, hebdomadaire favorable aux amicales d'instituteurs et ordinairement hostiles aux syndicalistes, aux socialistes et aux anarchistes, mais dont le directeur, Émile Devinat¹⁶, est l'auteur d'un manuel d'histoire condamné par les évêques¹⁷. Il nous semble que la une que cet hebdomadaire consacre à la mort de Ferrer ne doit pas être lue comme l'expression d'une simple rhétorique de compromis. En voici de larges extraits :

Un frisson d'horreur a traversé l'Europe, a secoué les hommes de tout pays et de toute opinion. C'est qu'il est impossible d'ignorer que l'homme qui vient d'être mis à mort l'a été après un jugement dérisoire, dont l'issue était marquée d'avance et où l'accusé déjà semblait être au mur.

Nous ne faisons pas ici de politique. Mais un meurtre – fût-il semi-juridique – ne relève pas de la politique. Il relève de la conscience du monde civilisé tout entier. La nôtre surtout doit s'émouvoir, à nous hommes d'école, qui nous souvenons que Ferrer fut des nôtres, qu'il consacra sa fortune et sa vie à la diffusion de l'enseignement en Espagne.

Si Francisco Ferrer était vivant, sans doute nous ne pourrions parler de son œuvre sans hésitations ni réserves. La hardiesse de ses doctrines était grande et j'ai rencontré des éducateurs espagnols, passionnément libéraux et laïques, qui s'en inquiétaient, qui ne ménageaient pas à Ferrer les critiques parfois amères. Surtout – bien que reconnaissant sa douceur et sa bonté personnelles – ils lui reprochaient ses tendresses pour les théories extrêmes, ses complaisances pour les propagandistes de la violence.

Mais il est mort, et en songeant aux circonstances de cette mort, nous sommes invinciblement entraînés à penser qu'en un pays où elle fut possible, il est des excuses pour les pires exagérations.

16. Émile Devinat est directeur de l'École normale de la Seine (Auteuil) et membre du conseil supérieur de l'instruction publique.

17. Voir Jean-Paul Martin, *La Ligue de l'enseignement et la République des origines à 1914*, p. 678.

Car ce n'est pas l'instigateur de la révolution de Barcelone que l'on vient de tuer. En admettant même que Ferrer, malgré ses déclarations, ait été de cœur avec les émeutiers, il fallait qu'on découvrit sa main dans ce mouvement, pour l'y impliquer. On ne l'y a pas trouvée.

Seulement, la puissance cléricale, qu'inquiétait son prosélytisme laïque, a trouvé l'occasion bonne pour en finir avec cet adversaire. Elle l'a saisi. Il s'en faut de peu que les communiqués officiels eux-mêmes ne l'avouent : celui que les fusils ont visé et abattu à Montjuich, c'est le fondateur de l'École Moderne, l'initiateur de l'École laïque en Espagne. [...]

Aujourd'hui, si graves qu'aient été les divergences de doctrines entre Ferrer et nous, nous devons nous incliner très bas devant la dépouille sanglante de ce martyr de l'idée laïque et répéter, en hommage suprême, le dernier cri qu'il jeta à ses bourreaux, le cri dont la décharge meurtrière couvrit la fin, lui donnant ainsi, par un hasard émouvant, sa portée la plus haute, son sens le plus large et le plus beau : « Vive l'École moderne ! Vive l'École... ! »¹⁸

À ce moment critique de l'automne 1909, Ferrer – qui « avait rêvé d'une Espagne enfin délivrée de l'Inquisition »¹⁹ – incarne, pour les républicains français réunis, une forme d'idéal laïque universel.

Frédéric Mole

Université de Nantes/IUFM des Pays de la Loire

18. Léon Placide, « Francisco Ferrer », *L'École nouvelle*, 23 octobre 1909, p. 1.

19. Maurice Dubois, « L'École renouée », *L'École renouée*, 20 octobre 1909, p. 1.